

La Gazette des Comores

*Paraît tous
les jours sauf
les week-end*

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

19^{ème} année - N° 3267 - Mardi 30 Octobre 2018 - Prix : 200 Fc

DIALOGUE INTER-COMORIENS

La société civile remet en cause le format des négociations



Une vue des participants à l'ouverture du dialogue intercomorien

CRISE À ANJOUAN

Salami, bientôt déféré à Moroni

LIRE PAGE 3

Visitez le site de la Gazette
www.lagazettedescomores.com

**Prières aux heures officielles
Du 26 au 30 Octobre 2018**

Lever du soleil:

05h 37mn

Coucher du soleil:

18h 05mn

Fadjr : 04h 23mn

Dhouhr : 11h 54mn

Ansr : 15h 20mn

Maghrib: 18h 08mn

Incha: 19h 22mn



MWALIMU JULIUS KAMBARAGE NYERERE

19 ans après sa mort, les Comores commémorent Nyerere

Les Comores ont commémoré la mort du Mwalimu Julius Kambarage Nyerere, 19 ans après sa mort. Une cérémonie en souvenir du défunt et un des pères indépendantistes du continent, organisée le 27 octobre au Palais du peuple de Moroni. Une cérémonie organisée par l'association « Udjamaa wa Komor na Afrika Mashariki » qui a présenté ses travaux durant deux jours, du 26 au 27, sous la présence du Dr Marc James Mandecias et d'une délégation tanzanienne.

Une cérémonie qui a affirmé le dialogue et la coopération politico-sociale entre les Comores et la Tanzanie. C'est devant une forte délégation comoro-tanzanienne que l'Association « Udjamaa wa Komor na Afrika Mashariki » a commémoré le Mwalimu Julius Kambarage Nyerere, décédé il y a 19 ans. Ensemble, les Comores et la Tanzanie se sont, lors de ces deux jours de célébration, réjouis du vécu

du Mwalimu Nyerere à qui l'on a attribué le surnom de « Mbaba watwayifa ». Pour certains, Nyerere peut être considéré comme le père fondateur de « l'Afrique libre » de par sa volonté de faire du continent, un espace libre où toute la jeunesse jouira de la liberté et de l'éducation.

A cet effet, Mohamed Said Abdallah Mchangama, ancien président de l'Assemblée nationale des Comores, a rappelé à l'assistance l'importance de l'Hymne nationale tanzanienne dans un portrait moral qu'il a attribué au défunt. « Le chant patriotique tanzanien a parlé de « Watrotro wa Afrika » (la jeunesse africaine), un concept que feu Nyerere a toujours privilégié. Le président Nyerere avait mis au devant de sa politique, l'éducation pour toute la jeunesse africaine, la construction d'Universités et la scolarisation pour la jeunesse de son pays et de l'Afrique était obligatoire », a insisté le directeur général de la radio Hayba Fm.

Mchangama n'a pas manqué de montrer que la ressemblance entre

le peuples comorien et tanzanien est un élément à prendre en compte. « Au lieu d'envoyer nos enfants au Maroc ou en France, pour faire des études, envoyons-les en Tanzanie car là-bas, on se ressemble, tant sur le plan alimentaire que vestimentaire ».

Présent sur invitation de l'association, Marc James Mandecias a rendu hommage au défunt. Un homme de conviction et de valeur. « Grâce à lui, on a décrété le Swahili comme langue officielle. Il a nationalisé les entreprises et a encouragé le regroupement du travail collectif dans le développement de l'agriculture ». « Feu Julius Nyerere a réussi à construire une réelle identité tanzanienne et il a conduit également, sans violence, son pays à l'indépendance », a-t-il poursuivi.

Mwalimu Julius Nyerere a fait que l'enfant noir lutte contre la déchéance au moyen des connaissances. Il a fait que les grands et petits apprennent à lire et à écrire. Il a aussi combattu pour l'égalité des hommes. Le représentant tanzanien



a repris les mots de l'ancien dirigeant tanzanien qui disaient: « Je m'engage à lutter contre la pauvreté, la maladie et la corruption. Je ne suis pas là pour faire de l'imposture, je ne sacrifierai jamais l'intérêt public à mon propre intérêt et aider moi à construire la Tanzanie par ma politique de socialiste ».

Pour rappel, Julius Nyerere est un homme politique tanzanien décédé en octobre 1999 à Londres. Un homme de grande volonté dont

la force de caractère lui a valu le nom de « Mwalimu » pour ses idées d'un socialisme africain. Durant cette cérémonie, plusieurs personnalités comoriennes y ont assisté à l'instar de l'ancien président de l'Assemblée des Comores, Saïd Mohamed Mchangama, l'ancien ministre de l'intérieur Houmed Msaidié, le premier président de l'Université des Comores Dr Ben Ali.

Kamal Gamal (stagiaire)

DIASPORA

Un siège fixe pour le consulat des Comores à Marseille

Dans le répertoire des représentations diplomatiques et consulaires, le consulat honoraire de l'Union des Comores est classé au 69e rang dans l'ordre d'ouverture dans la cité phocéenne. La représentation a été accréditée depuis 2008 par les autorités comoriennes de l'époque afin de faciliter les Comoriens installés au Sud de la France dans leurs

démarches administratives, en temps et charges financières. 100 000 Comoriens dans les Bouches-du-Rhône. Le chiffre, communiqué à l'époque par la préfecture de ce département du Sud de la France, soulève des questionnements notamment dans la gestion, par les autorités, des démarches administratives.



Nouveau siège du consulat des Comores à Marseille

L'ancien ambassadeur des Comores à Ryad, et ex secrétaire d'Etat chargé du monde arabe, Hamidou Karihila vient d'être désigné par une ONG Norvégienne, « Ambassadeur de paix et de bonne volonté » et « Historien international ». Un événement historique pour cet ancien secrétaire général du principal parti au pouvoir la Crc, dont la cérémonie s'est déroulée aux Emirats Arabes Unis (EAU) la semaine dernière.

Le 20 octobre dernier à Sharjah s'est tenue une cérémonie en l'honneur du secrétaire d'Etat en charge du monde arabe et ancien ambassadeur des Comores à Ryad. Hamidou Karihila a été désigné par

Le besoin d'une représentation consulaire se faisait de plus en plus pressant face aux multiples paperasses et tractations administratives du pays d'accueil. En 2008, dans un premier temps, un consul honoraire en la personne de M. Stéphane Salord sera nommé pour accompagner l'initiative dans la cité phocéenne. Son siège de travail sera gracieusement offert par la ville de Marseille au 147 bd Capitaine Geze dans le 14e Arrondissement. On ne le dira jamais assez que Marseille constitue presque une île dans la République. Faute, il faut oser le dire, d'une cohésion entre les couches composantes de notre communauté et d'un manque de volonté politique de nos autorités successives, le climat des relations s'est détérioré au fur et à mesure, en moins de 2 ans. Avec comme conséquence le délogement des services consulaires des lieux par la police nationale. Une scène désolante pour ne pas dire catas-

trophique.

Les autorités de Moroni mettront aussitôt à la disposition du consul honoraire, un fonctionnaire détaché de l'ambassade pour servir d'intermédiaire. Les services consulaires seront alors logés au 53 Rue de Crimée dans le 3e arrondissement de Marseille au siège de l'Association Massilia avant de trouver refuge depuis 2012, au 65 Rue Honorat, à 5 mn de la gare Saint-Charles au siège du local de l'Association ANIF. Cette fois, un autre consul honoraire, Jean Victor Cordonnier, sera nommé. Depuis cette date, il assure les bons offices auprès des autorités compétentes selon des témoignages.

Bien qu'il n'y ait pas de visibilité en termes de chiffres et de nombres de dossiers traités entre l'ambassade et les services consulaires de Marseille, cela n'empêche pas les échanges de missions techniques tantôt depuis Moroni via l'ambassade tantôt entre les deux

services des empreintes biométriques et le consulat honoraire dont un des devoirs est de régler mensuellement, les charges des locaux de l'association hébergeante. Cette situation a fait couler beaucoup d'encre et entraîné des échanges parfois houleux entre factions rivales dans la communauté.

La décision des autorités compétentes de doter désormais notre consulat honoraire d'un siège fixe, acheté sur fonds propres (178.000€) de l'Etat à en croire le conseiller politique de l'ambassade des Comores à Paris, est venue à point nommé. Moroni entend dans les mois et jours à venir, transformer cette 36e représentation diplomatique et consulaire en une mission opérationnelle et permanente au service des Comoriens résidents au sud de la France: un consulat Général.

A.N depuis Marseille

ACTION DE BIENFAISANCE

Karihila désigné Ambassadeur pour la Paix

l'organisation internationale de Norvège pour la justice et la paix, « ambassadeur de bonne volonté pour la paix et les actions humanitaires ». H. Karihila, dans son discours, a exprimé ses vifs remerciements au nom de son pays, du Président de l'Union des Comores, du gouvernement et en son nom propre à l'organisation norvégienne pour ses efforts déployés en vue de contribuer à la justice, à la paix et à l'éducation dans le monde.

« Je ne peux qu'exprimer ma reconnaissance envers cette ONG norvégienne de m'avoir attribué le titre d'ambassadeur de bonne volonté pour

la paix et l'action humanitaire ». Un titre qui lui a été décerné, suite et grâce à ses différentes activités personnelles notamment la création de la Fondation Alwafa pour le développement, initialement connue sous le nom d'ONG de bienfaisance de feu Mohamed Taki. Auteur de « Parmi nos territoires occupés, l'île comorienne de Mayotte, Mascate, 2013 », Karihila est membre du réseau arabe des ONG (Le Caire) et membre fondateur du forum arabe pour les littératures et les médias (Tunisie). Il est également l'un des initiateurs de l'Union des Ulémas de l'Afrique.

Politologue et écrivain, Hamidou Karihila a écrit six livres d'Histoire dont Al-omariyyat, du poète égyptien Hafidh Ibrahim pendant le califat d'Omar ibn al-Khattâb, pour sa thèse de doctorat. Le diplomate est reconnu pour ses écrits qui font de lui un historien comorien en particulier et de l'Empire Omanais pour ses relations avec les pays de la Corne d'Afrique en général. Il a été élevé au grade de Chevalier du Croissant Vert comorien en Juillet dernier à la place de l'indépendance par le chef d'Etat Azali Assoumani, à l'occasion de la fête nationale de l'Indépendance du 6

juillet 2017.

Né le 20 mai 1958 à M'béni, Hamidou Karihila, haut fonctionnaire, diplomate, politique et écrivain comorien est le premier secrétaire par intérim du parti La Convention pour le renouveau des Comores (2013-2014) pendant la crise qui a secoué ce parti durant plus d'un an, avant d'être élu officiellement à ce poste le 3 mai 2014 au quatrième congrès de la CRC à Moroni.

Ibnou M. Abdou

DIALOGUE INTER-COMORIENS

La société civile remet en cause le format des négociations

Jeudi dernier, les échanges autour du dialogue inter-comoriens ont pris fin. En attendant les conclusions, un communiqué de la société civile a été publié et remet en cause le caractère inclusif du dialogue et le format des négociations mis en place avec la facilitation de l'Union africaine. « La situation conflictuelle qui a prévalu ces derniers jours à Anjouan nous interpelle », peut-on lire sur le communiqué.

5 jours après la fermeture officielle des travaux relatifs au dialogue inter-comorien, la société civile vient de sortir un communiqué qui remet en cause ce dialogue, qui a démarré le 14 septembre 2018 et a été suspendu suite au retrait de l'Union de l'opposition de la table des négociations au

motif que ses revendications ne sont pas prises en considération par le gouvernement, le 2 octobre dernier. La société civile dans ce communiqué regrette que malgré son absence et celle de l'Union de l'opposition au dialogue, la délégation de la mouvance présidentielle persiste à poursuivre les discussions avec des nouveaux partis dits d'opposition qui n'étaient pas présents au début du processus.

« Les partis représentent plus de 60% des électeurs comoriens et l'arrivée de nouveaux partis d'opposition acquis au pouvoir et qui ne sont pas reconnus par la loi sur les partis politiques » fausse la donne à les en croire. La société civile remet en cause le caractère inclusif du dialogue et le format des négociations, mis en place avec la facilitation de l'Union africaine. Sur la situation

conflictuelle qui a prévalu ces derniers jours à Anjouan, elle interpelle toutes les parties prenantes sur la gravité de la situation. Les affrontements entre l'armée et les insurgés font état de morts et de plusieurs blessés graves. La présence d'armes aux mains de civils remet en cause la cohésion sociale et la paix dans le pays.

« Il est urgent d'établir les faits et d'y remédier de manière indépendante afin de rétablir la vérité sur les responsabilités des auteurs des exactions dans l'île », avant que la situation ne dégénère et ne débouche sur une crise séparatiste comme nous l'avons vécue en 1997. Dans cette optique, la société civile recommande 10 points parmi lesquels l'urgence d'établir une commission d'enquête indépendante composée des autorités comorien-

nes, de la SADEC, de l'ONU et de l'Union Africaine pour déterminer les responsabilités des événements criminels d'Anjouan et suspendre le dialogue inter-comorien en vue de trouver une solution pérenne à la participation de l'Union de l'opposition.

Elle appelle donc l'Union de l'opposition et la mouvance présidentielle à « dépasser leurs clivages politiques dans l'intérêt supérieur de la nation » et appelle les parties au dialogue à clarifier les mesures d'apaisement et vérifier leur mise en œuvre. Elle exige l'indépendance de l'organe du dialogue, afin qu'elle soit pleinement souveraine dans sa prise de décision et qu'elle n'ait de recours autre que ses membres mais aussi, réitère la nécessité d'avoir dans le dialogue, un médiateur international et réclame un

cadre de résolution de la crise institutionnelle avec tous les acteurs (opposition, gouvernement, gouvernorats des îles, société civile) avec la participation d'une médiation internationale.

« Nous réclamons un retour à l'ordre constitutionnel d'avant le 12 avril 2018 et prôtons la mise en place d'un dialogue pour redéfinir le contenu du projet de réforme constitutionnel », peut-on lire sur le communiqué qui exige un audit du fichier électoral, établi de manière transparente. La société civile exige également l'arrêt de toute initiative propre à apporter des modifications intempestives du cadre législatif avant la fin du dialogue.

Ibnou M. Abdou

VISA ÉTUDIANTS POUR LE MAROC

Laissés sans réponse, les étudiants manifestent devant le ministère

Hier lundi, des étudiants se sont réunis devant le ministère des Affaires étrangères pour exiger des réponses mais aussi, pour certains, le remboursement des frais de dossiers pour la délivrance des visas pour la Maroc dont aucun n'a été délivré.

3 mois depuis que 563 étudiants comoriens ont déposé leurs passeports et la somme de 25 000 francs chacun au Ministère des affaires étrangères, pour aller étudier au Maroc. 3 mois d'attente, 3 mois sans réponse. Hier, organisés en Collectif, les étudiants ont pris d'assaut le bâtiment du Ministère à Moroni pour disent-ils, « plus de précisions sur notre avenir ». « Depuis que nous avons déposé nos dossiers, nous n'avons plus de nouvelles, ni de suite », a confié l'un d'eux. Ben Antuf Ahmada regrette le silence des autorités: « Nous, ce que nous demandons, c'est

plus d'éclaircissement concernant notre situation. Surtout que la rentrée est effective depuis plusieurs semaines... ».

9 listes ont été émises par les autorités et portent mention des candidats éligibles et des modalités de leurs inscriptions. Le Collectif, dont l'un des membres a pu approcher le secrétaire général du Ministère des Affaires Etrangères, confie: « Nous nous sommes entretenus avec le SG. Il nous a montré un document dans lequel le Gouvernement marocain dit ne pas être en mesure de traiter, pour l'instant, les dossiers des candidats comoriens avec des inscriptions ».

Devant la grogne des étudiants, Youssouf apaise: « Le SG nous a confirmé que l'ambassadeur des Comores à Dar Es Salam doit rencon-

trer l'Ambassadeur du Maroc en Union des Comores avec résidence à Dar Es Salam et mettre en place, une politique commune qui va faciliter le déroulement du processus de délivrance des visas », a-t-il lancé. Des réponses qui ne suffisent pas pour calmer les étudiants, lassés d'attendre et soucieux de démarrer très vite leurs formations respectives.

Sur place, certains veulent « juste être fixés sur leur sort », d'autres encore réclament d'être remboursés et espèrent récupérer leurs passeports. Ils repartiront finalement sans réponse. Déterminés, tous se sont donnés rendez-vous jeudi pour disent-ils, défendre la même cause. « Et cette fois, on restera. Et unis! ».

A.O Yazid



Les étudiants font le siège devant le ministère des affaires étrangères

CRISE À ANJOUAN

Salami, bientôt déféré à Moroni



Moins d'une semaine après la mise en détention provisoire de son client par le juge d'instruction auprès de la cour de sûreté de l'Etat, l'avocat du Gouverneur Abdou Salami Abdou, Me Aboubacar Abdoulatur, sort de son

silence. Dans sa déclaration devant la presse, l'avocat du premier magistrat de l'île d'Anjouan rassure que son client bénéficie de tous les droits de la défense et que son dossier est transparent.

Salami sera bientôt transféré à Moroni selon son avocat. « Si mon client reconnaît avoir appelé à manifester, cela ne l'accuse pas d'être à l'origine de tout ce qui a lieu à Anjouan », a déclaré hier devant la presse, l'avocat du gouverneur. Me Abdoulatur, qui se dit confiant, souhaite que la justice agisse en responsable, dans le respect des textes. « C'est Salami qui a appelé les forces de l'ordre pour sa protection mais il ne les a pas appelé pour leur dire qu'il a commis un délit ou un crime quelconque », a déclaré Me Abdoulatur qui explique que le Gouverneur, conscient des faits, a sollicité l'intervention des forces de l'ordre pour assurer sa protection.

« Mon client a les mêmes inquiétudes que les autorités de l'Union. Il veut savoir d'où sortent ces armes, qui les ont utilisées et où elles sont ». Le défenseur de Salami exclut la participation de son client

dans les affrontements qui ont lieu à Anjouan, affirmant que les insurgés n'ont pas agi de la sorte pour rendre service à Salami. « C'est tout à fait le contraire sinon ils seraient restés, auraient assumé leurs actes et répondu à la justice », a-t-il lancé.

Sur la supposée demande d'asile à Mayotte de Salami, son avocat assure que la défense promet de coopérer et de travailler en commun accord avec les autorités pour interpellier les insurgés. « Nous resterons en collaboration avec la justice pour que ces personnes soient interpellées car si on les arrête, on pourra en savoir plus sur leurs intentions, ce qui les a motivés et connaître qui les a financés ». En responsable et homme de lois, il appelle toutes les parties à avoir de la retenue et des réserves car « au moment où la vérité éclate, il n'y a pas de place pour le mensonge ».

A.O Yazid

La Gazette des Comores
Directeur général
Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
Elhad Said Omar
Rédacteur en chef
Mohamed Yousseuf
Rédaction
A. Mmagaza
M.I.M Abdou
A.O. Yazid
Faiza Soule Yousseuf
Binti Mhadjou
Nassuf Ben Amad (Stagiaire)
Kamal Gamal Abdou (Stagiaire)
Chronique Sportive
B.M. Gondet
Mise en page
Abdouchakour Aladi Nourou
Secrétaire de rédaction
Sanaa Chouzour
Responsable commercial
Rahamatouallah Yousseuf
Documentation archiviste
Mariama Mhoma
Photographe / Site Web
Mohamed Said Hassane
Impression
Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
Tel: 773 91 21/ 322 76 45

MARCHÉ COMMUN DE L'AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRAL (COMESA)

Renforcer la résilience face au changement climatique, une priorité absolue

Un forum de deux jours visant à faciliter le partage des connaissances et l'échange lors de l'élaboration de politiques, de programmes et de systèmes communs afin de donner aux États membres, l'occasion de mettre en évidence leurs priorités en matière de développement s'est tenu à Lusaka (Zambie) du 25 au 26 octobre.

Dans une déclaration lue à cette occasion par le secrétaire général adjoint, M. Dev Haman, la secrétaire générale du COMESA, Mme Chileshe Kapwepwe, a fait remarquer que compte tenu de la forte dépendance à l'agriculture de la majorité des États membres du COMESA, il est nécessaire d'être vigilant face aux menaces du changement climatique susceptibles d'affecter la productivité du secteur.

Par ailleurs, elle a noté que l'intégration régionale impliquait l'interconnexion de systèmes nationaux physiques et non physiques dans des systèmes régionaux. Par conséquent, pour que les interventions axées sur la résilience réussissent, il

est nécessaire de renforcer le niveau de sensibilisation, en particulier au niveau des dirigeants, et de mettre en place un environnement politique national et régional porteur, doté des capacités humaines et institutionnelles nécessaires pour traiter efficacement ces problèmes. Aussi, « Le développement, le transfert et la diffusion de technologies, ainsi que l'accès au financement des agriculteurs sont parmi les interventions clés du succès », a-t-elle déclaré.

Mme Inonge Wina, vice-présidente de la Zambie, qui a ouvert le forum, a déclaré que le développement de l'agriculture et la sécurité alimentaire étaient gravement menacés par les catastrophes naturelles et humaines. Cela est dû aux faibles investissements publics et privés dans les secteurs concernés; manque de planification efficace fondée sur des preuves et faibles capacités institutionnelles.

Elle a mis en garde, qu'avec El Niño qui se profile à l'horizon, « il est urgent d'examiner la préparation des pays à de tels événements et de partager les leçons, les expériences et les bonnes pratiques en matière de



2eme à partir de la gauche Mme Inonge Wina vice-présidente de la Zambie

changement climatique. »

Pour M. Simeon Ehui, Directeur des pratiques mondiales pour l'agriculture de la Banque mondiale des investissements substantiels dans l'adaptation seraient nécessaires pour maintenir les rendements actuels et atteindre les rendements requis pour nourrir la population de la région.

Il a souligné que « Les leçons doivent être tirées et documentées de 2015-2016, des températures record, des sécheresses et des inondations qui ont été alimentées par l'un des événements les plus forts du El Niño au cours des dernières décennies et qui ont paralysé la production agricole en Afrique orientale et australe ».

Il a affirmé que le groupe de la Banque mondiale renforçait l'agriculture intelligente face au climat dans le cadre du Plan d'action pour le climat et était disposé à collaborer avec des pays prêts en vue de tripler la productivité de la production agricole pour assurer la sécurité alimentaire.

Mmagaza

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Telma présente ses nouvelles offres

Vendredi, devant la presse, Telma Comores a présenté ses nouvelles offres. Malgré une « rude concurrence » avec Comores Télécom, Telma continue de proposer à ses clients ses offres chocs. Les effets de la concurrence permettent aux deux sociétés d'évaluer leurs propres performances en renforçant les coûts des offres.

« Nous nous félicitons et vous promettons que dans l'avenir, les Comoriens auront plus de chance et

d'offres », a promis Stéphane Abtoihi, directeur Commercial, Communication et Marketing de Telma.

La société de télécommunications se dit prête à relever le défi: « Nous œuvrons pour plus de chance pour nos clients. Notre principale mission est de faire en sorte que tous les Comoriens aient un téléphone avec lequel ils peuvent se connecter », explique Stéphane Abtoihi. Ce dernier a déclaré que dans l'avenir,

Telma proposera d'autres offres avec plus de perspectives.

Ce jeune cadre de la société de télécommunications a, concernant l'interconnexion, expliqué que le fait que Comores Télécom n'ait pas des offres similaires n'impacte pas sur leur société. « La concurrence a fait qu'aujourd'hui, les Comoriens sont libres de choisir entre Telma et Comores Télécom pour ce qui est des offres, du prix ou du réseau ». Il

ajoute: « C'est parmi les avantages de la concurrence ». Pour cette fois, Telma propose une promotion sur les téléphones, d'une durée d'un mois.

A. O. Yazid

unicef

AVIS DE CONSULTATION LOCALE N° LIBT-2018-9143007

L'OFFRE NE SERA CONSIDEREE QUE SI L'OBJET DE L'APPEL D'OFFRE FIGURE SUR L'ENVELOPPE EXTERIEURE CORRECTEMENT SCELLÉE	AVIS D'APPEL D'OFFRES Pour une consultation pour la fourniture et la livraison de quatre véhicules neufs pick-up en Union des Comores	Date d'émission : 18 / 10 / 2018 Dans toute correspondance, rappeler la référence suivante: Appel d'offre Réf: N° LIBT-2018-9143007 Dépôt des offres : au plus tard le 07 Novembre 2018 à 10H00
---	--	--

L'Unicef appelle, par le présent avis de consultation locale à soumettre des offres relatives à la fourniture et la livraison de quatre véhicules neufs pick-up en Union des Comores, au niveau des trois îles de Ngazidja, Ndzouani et Mwali et dont les informations sont détaillées dans le dossier d'appel d'offres.

L'objectif de la consultation est : La fourniture et la livraison de quatre véhicules pick-up neufs en Union des Comores

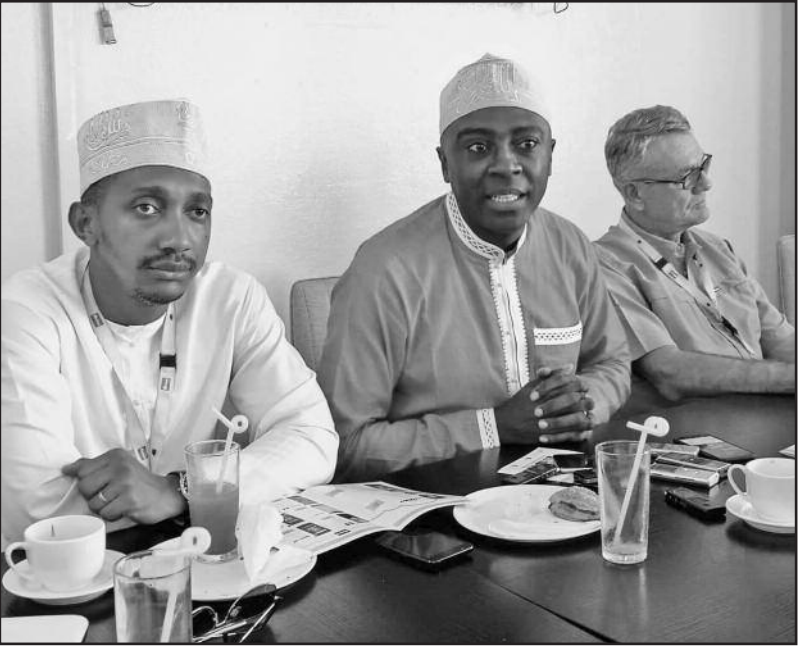
Les revendeurs ou distributeurs institutionnels agréés pour la vente de véhicules en Union des Comores, enregistrés officiellement et respectant leurs engagements fiscaux et sociaux vis-à-vis de l'État comorien, sont priés de bien vouloir retirer le dossier d'appel d'offres à l'UNICEF en vue de soumettre leur meilleure proposition d'offre suivant les conditions énoncées dans l'avis d'appel d'offres.

Le dossier de consultation est à retirer sans frais, au Bureau de l'UNICEF Comores à l'adresse ci-dessous où les soumissionnaires peuvent demander des informations complémentaires aux heures et jours ouvrables (Lundi – Vendredi : 8h - 17h ; Vendredi : 8H -12h) :

Bureau UNICEF Comores - Maison des Nations Unies - MORONI, Unité Approvisionnement – Tél 7730993.

Date limite pour la réception des offres : Mercredi 07 Novembre 2018 à 10h00.

Le Chef des Opérations



FOOTBALL : COUPE DE LA LIGUE DE MOILI

Fomboni club émerveillé, Étoile du Centre humilié

A la Ligue de l'île de Djumbe Fatima, les deux demi-finales ont eu lieu le week-end : le samedi 27 octobre, derby de la capitale, Fomboni club a réussi à venir à bout de l'Étoile du Centre de Salamani (3-2). Le lendemain, faute de ponctualité des arbitres, Belle Lumière de Djoiezi et Ouragan club de Boingoma se séparent dans l'obscurité, avec un score de parité (1-1). Le match est à rejouer demain mercredi 31 octobre.

A Moili, la Ligue régionale n'est pas encore en mesure de présenter le vainqueur de sa coupe. La 2e demi-finale, qui avait opposé Belle Lumière à Ouragan club a échoué. Les deux prétendants au titre se séparent, dans l'obscurité, avec un score de parité (1-1). « Ici, les arbitres ne sont pas sérieux. Les équipes se présentent au stade avant eux. Pour les arbitres, la ponctualité est un terme vide de sens. Des matches prévus à 15h 00 débutent parfois vers 16h 00



Fomboni club photo d'archive

et plus dans un terrain peu éclairé. Trop c'est trop! La Ligue doit trouver une solution! », s'emporte un sympathisant des Fomboniens. Le match est à rejouer le mercredi 31 octobre. La solution pour ce genre d'incident existe déjà, si toutefois les arbitres de football sur place acceptent de s'y plier... A quoi

servent les barèmes de sanction, applicables aux arbitres, central et assistant, sinon ? La première demi-finale était un derby de la capitale. Dominé par Étoile du Centre (2-0), Fomboni club réussit à réduire la distance aux temps additionnels de la première période (2-1). A la reprise, les protégés du coach malgache

se ressaisissent. Graduellement, ils remontent la pente : égalisation (2-2) par Abassi, et victoire, grâce à la vivacité du petit Goth Felistin (3-2). Auguste Rabemanantsoa, entraîneur de Fomboni club, adule l'exploit de son équipe : « Même acquise avec difficulté, une victoire est toujours réconfortante. Je félici-

te les joueurs, les dirigeants et les supporters. En première période, nous avons beaucoup souffert... Les consignes n'ont pas été bien respectées. Au lieu de mettre la pression, ils ont joué repliés. Aux vestiaires, ils s'étaient montrés attentifs aux instructions. En 2e mi-temps, tout s'est bien passé. On a remonté le score et on s'est imposé. On attend la finale! ». Omar Hassanaly, vice-président de la Fédération de Football des Comores, fustige les attitudes inconvenantes de certains arbitres : « Écoutez, un match prévu à partir de 15h 00 a dû commencer très tard. L'obscurité a contraint ces arbitres retardataires à suspendre la partie. On doit trouver une solution à ce genre de sottise! Acculée, la Ligue repousse pour samedi 3 novembre 2018, la date de la finale ». Cette demi-finale sera jouée demain mercredi, au stade El-Hadj Ahmed Matoir à Fomboni.

Bm Gondet

SHIME MANDELA:

" La paix ne s'achète pas "

Le président de l'association Shime Mandela a prononcé un discours le dimanche 21 octobre 2018 sur la cohésion sociale et la jeunesse. Suite aux affrontements à Anjouan la semaine dernière, entre un groupe civil armé et l'armée nationale qui a fait des morts et des blessés, Chahidi Ali a insisté sur la nécessité de préserver et cultiver la paix.

Dimanche dernier aux environs de 10 heures, Chahidi Ali, président de l'association Shime Mandela, a lancé un appel sur la cohésion sociale et la jeunesse. Son allocution, le président l'a sciemment axé sur la paix sociale. Le contexte s'y prête: « Ce qu'il s'est passé à Anjouan est regrettable. Cela ne ressemble pas à notre pays », regrette Chahidi Ali. A la jeunesse, Chahidi l'exhorte à ne pas se laisser emporter par les

conflits politiques. « Nos ancêtres nous ont laissé une richesse qui s'appelle Paix », a-t-il insisté. Une paix qui a longtemps fait la réputation du pays. Se remémorant des expressions comoriennes, le président de Shime Mandela a dit se souvenir d'un proverbe comorien montrant l'impact de deux grands qui se battent. « Yeka mbe na mbe ngazi wanawo ye kunu ndeyiko wukoza » (Lorsque 2 bœufs se battent, c'est l'herbe qui en pâtit, ndlr). Tout en faisant un état des lieux sur le climat politique actuel, Chahidi Ali donne un autre sens à l'expression: « Les grands politiciens s'affrontent et c'est la population qui accuse les coups... ». Au nom de l'association qu'il représente, Chahidi conseille aux jeunes comoriens de ne pas se laisser embarquer dans ce piège. « Nous sommes tous de la même Nation. Pourquoi nous affrontons-

nous à cause de conflits politiques, qui n'engagent que le pouvoir central et l'opposition ? En tant que citoyen comorien et président de Shime Mandela, je recommande à la population de rester unie et de manifester pour l'intérêt commun », a-t-il conclu.

Créée en janvier 2015, l'association Shime Mandela a pour premier objectif la défense de l'idéologie et de la philosophie de Nelson Mandela. Pour l'association, ce plaidoyer n'a pour vocation que la

sensibilisation de la jeunesse sur l'importance du concept de paix qui leur est si cher. « La paix est une denrée très chère qui ne s'achète pas ».

Nassuf Ben Amad



**JOB ANNOUNCEMENT
MEDICAL OFFICER**

The United States Peace Corps seeks a qualified Medical Doctor or Nurse Practitioner for the position of Peace Corps Medical Officer (PCMO) based in Moroni, Comoros. This is a full-time Personal Services Contractor position. Peace Corps may make one or more selections from this vacancy announcement.

Position Summary: The PCMO will provide health care to U.S. Peace Corps Volunteers in Comoros, including treatment of common illnesses and injuries and counseling on disease prevention and stress management, in accordance with Peace Corps medical guidelines; emergency medical response; conducting trainings on health-related issues; administrative tasks, including budget and inventory for the medical unit; travel throughout Comoros to visit Peace Corps Volunteers; and 24-hour on-call duty.

Qualifications and Requirements:

- Graduate of accredited school
- Current license to practice
- Relevant clinical experience in primary care after medical school
- Experience in managing mental health issues including counseling of patients
- Experience in training design and presentation of health-related material
- Language proficiency in English (required) and French (preferred)
- Working knowledge of standard Microsoft suite programs (Word, Excel, etc.)
- Skills in program management, administrative experience, and cross-cultural teamwork

This position is open to all interested candidates. The full vacancy announcement and application materials are available by sending a request to pccomoros@peacecorps.gov. Qualified applicants should submit the following:

- PCMO Application form, skills survey, and privileging form
- Resume or CV
- Three letters of references from medical professionals
- Copies of diplomas, professional licenses and registrations, certificates of training, etc.
- Letter of motivation
- Copy of passport or Comorian identity card
- Extrait de casier judiciaire (for Comorian candidates only)

Completed applications may be sent electronically to pccomoros@peacecorps.gov or delivered to the Peace Corps office at Rive Gauche, Moroni (Attention: DMO), no later than **Friday, November 23, 2018, at 17:00**. Incomplete or late applications will not be considered. Applications must be submitted in English. Only candidates considered for an interview will be contacted.

The United States Peace Corps is an Equal Opportunity Employer.

Peace Corps
BP 375
Route de la Corniche
Moroni, Union of Comoros

Nos points de vente	
Nassib Itsandra	Au paradis du livre
Nassib volovolo	Mag Mrket
Nassib Bacha	Station Filling
Nassib Kalfane	Librairie A la Page
Gare du nord	Nouveauté
Chez Kamardine Matelec	Bus Place de France
Wadaane coulé	Karthala chez Tati
Hadoudja chez Soroda	Magasin Mzé Cheik Gobadjou
Hadoudja chez Nadi	Café de la Médiine Badjanani
Pâtisserie Pain Soleil Magoudjou	Said Bacar Djomani



UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement



MINISTERE DE L'ENERGIE, DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE ET DE L'ENVIRONNEMENT,

DIRECTION GENERALE DES RESSOURCES HALIEUTIQUES (DGRH)

Premier Projet de Gouvernance des Pêches et Croissance Partagée du Sud -Ouest
de l'Océan Indien, (SWIOFish1)- P132123/P132029

Appel à candidature pour le recrutement d'un personnel de recherche

Date de l'avis : 23 octobre 2018

1. L'Union des Comores a reçu un don de l'Association Internationale de Développement et du Fond Mondial pour l'Environnement pour financer le coût du Premier Projet de Gouvernance des Pêches et Croissance Partagée du Sud-ouest de l'Océan Indien et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce fonds pour effectuer les paiements au titre des contrats suivants : **Recrutement d'un personnel de recherche.**

L'équipe sera composée de :

- a. Expert halieute
- b. Ingénieur de recherche
- c. Responsable en évaluation des stocks
- d. Technicien en gestion des ressources halieutiques

2. Description des Tâches :

Sous la supervision de la Direction Générale des Ressources Halieutiques (DGRH), de l'Institut National de Recherche pour l'Agriculture, la Pêche et l'Environnement « INRAPE » et de la Coordination du Projet SWIOFish1, le personnel de recherche aura pour mission :

a. Expert halieute

Il aura donc la responsabilité d'apporter une assistance technique pour la mise en œuvre du programme de recherche. Assurer, la planification, la coordination des activités sur le terrain, assurer le suivi des opérations techniques au niveau des sites et assurer le contrôle de la qualité des interventions. Il agira comme chef de mission et aura la responsabilité d'accompagner les autres consultants pour la mise en œuvre des activités inscrites dans le programme de recherche annuel.

a. Ingénieur de recherche

Il aura la responsabilité d'apporter une assistance technique et une expertise pour la mise au point des méthodes de travail, des méthodes de mesure et de quantification dans le cadre de la recherche

b. Responsable en évaluation des stocks

Le ou la responsable évaluation aura la responsabilité d'apporter la vision de l'évaluation des stocks des espèces démersales ciblées (Poulpes, concombres de mer, langouste, crevettes, calmar) en concertation avec la DGRH pour la mise en œuvre du programme de Recherche

c. Technicien en gestion des ressources halieutiques

Le technicien de recherche aura pour mission d'apporter un appui à l'Expert halieute pour la mise en œuvre des activités prévues dans le Plan de recherche.

3. Durée du travail des consultants :

La durée de chaque contrat est de 6 mois renouvelable sur la base des besoins de la DGRH et des performances du consultant.

4. Profils des consultants :

a. Expert halieute

Le ou la candidat (e) recherché(e) doit être titulaire d'un diplôme universitaire de niveau Master ou équivalent en Sciences marine, Biologie marine ou halieutique. Il ou elle devra avoir en plus :

- Au moins 7ans d'expérience professionnelle dont 4 ans dans le domaine de la pêche ;
- Détenir des compétences solides et démontrées dans le domaine de la recherche Halieutique ;
- Avoir une très bonne connaissance des écosystèmes marins et côtiers, du secteur de la pêche de l'Union des Comores seraient un atout ;
- Avoir, une capacité à gérer efficacement un plan de recherche complexe intervenant en même temps dans divers aspects du développement et de la recherche Halieutique ;

b. Ingénieur de recherche

Le (La) candidat (e) recherché (e) doit être titulaire d'un diplôme de niveau Master en Biologie marine, Océanographie physique, Ingénieur des métiers marins.

Il ou elle devra avoir :

- Au moins 4 ans d'expérience professionnelle dans la recherche marine ;
- Des compétences solides et démontrées dans le domaine de l'Environnement marin et côtier ;

c. Responsable en évaluation des stocks

Le ou la candidat (e) recherché(e) doit être titulaire d'un diplôme de niveau Master ou équivalent en Biologie marine, Océanographie Physique, Ingénierie Halieutique ou domaines pertinents liés à l'évaluation des stocks des espèces marines.

Il ou elle devra avoir :

- Au moins 3 ans d'expérience professionnelle dans la recherche marine
- Avoir au moins eu des formations modulaires sur les outils d'évaluations, analyse de risque aux espèces;
- De fortes aptitudes en rédaction, présentation et production de rapports ;
- Une forte capacité de planification stratégique, de gestion et de rapportage axée sur les résultats.

d. Technicien en gestion des ressources halieutiques

Le ou la candidat (e) recherché(e) doit être titulaire d'un diplôme de niveau Licence professionnelle, brevet de technicien supérieur ou équivalent en Sciences marine, ou un domaine apparenté en relation avec la gestion des ressources marines et côtières ;

- Avoir au moins 2 ans d'expérience professionnelle en relation avec le milieu marin ou de la pêche ;
- Avoir des compétences solides et démontrées dans le domaine de la Pêche ou de l'Environnement marin ;
- De fortes aptitudes en rédaction, présentation et production de rapports ;
- Etre capable de plonger dans la zone côtière marine sans bouteille

Points commun pour tous les consultants :

- Avoir de fortes aptitudes en rédaction, présentation et production de rapports ;
- Avoir la capacité de gérer une grande charge de travail de manière autonome et sous pression ;
- Faire preuve de sensibilité et d'adaptabilité en ce qui concerne les questions culturelles, de genre, de religion, d'insularité, de différence d'âge.
- Des bonnes aptitudes relationnelles, esprit d'équipe, relations interpersonnelles et de communication ;
- Excellentes aptitudes à communiquer par écrit et oralement en français ;
- Une bonne connaissance pratique de l'anglais serait un atout.

5. Le Consultant (**Consultant Individuel**) sera sélectionné en accord avec les procédures définies dans les **Directives : Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque Mondiale, Janvier 2011 et révisées en juillet 2014.**

6. Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires ou se procurer des termes de référence à l'adresse mentionnée ci-dessous du lundi au samedi et aux heures suivantes : du lundi au jeudi : de 8 heures 30 minutes à 14 heures 30 minutes et du vendredi au samedi : de 8 heures 30 minutes à 11 heures 30 minutes (heure locale).

7. Les manifestations d'intérêt, constituées : **i) d'une lettre de motivation, ii) d'un Curriculum Vitae détaillé faisant ressortir les qualifications et l'expérience du Candidat et iii) des copies des diplômes/attestations de réussite, attestations et/ou certificats de travail, etc.,** doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous **au plus tard le mardi 06 novembre 2018 à 12 heures, heure locale de Moroni – Union des Comores** à l'attention de Monsieur le Coordonnateur national et portant la mention: « **Recrutement de - préciser le poste -** » **exemple : « recrutement d'un expert halieute »**

Premier Projet de Gouvernance des Pêches et de Croissance Partagée du Sud Ouest de l'Océan Indien (SWIOFish1) – Direction Générale des Ressources Halieutique – Moroni – Hamramba – BP : 41 – E-mail : swiofish.comores@gmail.com - Tél : (269) 763 64 22

NB : un candidat ne peut postuler qu'à un seul poste. Toute candidature ne précisant pas le poste ou postulant à plus d'un seul sera rejetée